

Concours du CAPES/CAFEP EXTERNE D'HISTOIRE et GÉOGRAPHIE 2019

ÉPREUVE D'ANALYSE DE SITUATION PROFESSIONNELLE GÉOGRAPHIE

Sujet :

**Enseigner « Les territoires de l'Union Européenne »
en classe de première**

I. Eléments de présentation de la situation professionnelle

- **Document A** : Extraits du programme de géographie de la classe de première S, B.O. n°8 du 21 février 2013, et de la fiche Éduscol.
- **Document B** : Manuel de géographie, classe de première L, ES et S, Annette Ciattoni, Anne Frémont-Vanacore et Antoine Mariani (dir.), Paris, Hatier, 2015, p. 198-199.
- **Document C** : Manuel de géographie, classe de première L, ES et S, Anne Gasnier et Fanny Maillo-Viel (dir.), Paris, Hachette, 2015, p. 210-211.

II. Eléments d'analyse scientifique et civique de la situation professionnelle

- **Document D** : Jacques Lévy, *Europe, une géographie*, Hachette Education, Paris, 2011, p 9-10.
- **Document E** : Jérôme Fenoglio, « Avec le Brexit, l'Union européenne subit un désaveu majeur », *Le Monde*, 24 juin 2016. [En ligne]

Document A : Extraits du programme de géographie de la classe de première S, B.O. n°8 du 21 février 2013, et de la fiche Éduscol.

Extraits du programme

Thème 3. L'Union européenne et la France dans le monde

Questions	Mise en œuvre
. Les territoires de l'Union européenne	L'Union européenne : frontières et limites, disparités et inégalités socio-spatiales. Le développement d'un territoire ultramarin : entre Union européenne et aire régionale (étude de cas).

Extraits de la fiche Éduscol

L'étude de « **L'Union européenne : frontières et limites, disparités et inégalités socio-spatiales** » peut mobiliser **quatre à cinq heures de cours** (évaluation comprise). Elle nécessite en effet de manier des notions complexes et recouvre de forts enjeux politiques et sociaux. Elle porte sur une caractéristique majeure de l'Union européenne : celle-ci est une association d'États aux niveaux de développement disparates et qui restent indépendants. Sa dynamique d'élargissement augmente son poids dans le monde mais aussi les disparités et les inégalités socio-spatiales qui l'affaiblissent dans un contexte de crise économique, politique et institutionnelle. **L'intitulé « frontières et limites »** amène à montrer que l'UE est le résultat provisoire d'élargissements successifs, d'une construction inachevée et que ses frontières sont affectées de mutations.

Dans une première partie, on analyse les limites de l'Union européenne, ce qui offre l'occasion de retravailler des repères acquis au collège. Elles sont provisoires : pour comprendre les débats sur les candidatures actuelles de nouveaux États, il faut s'interroger rapidement sur l'identité européenne dont la définition ne fait pas consensus.

On montre ensuite que **les frontières connaissent une triple évolution**. Si elles se sont multipliées du fait d'un morcellement récent en États de plus en plus nombreux, elles ont aussi tendance à s'effacer sous l'effet de l'action des structures communautaires et d'une ouverture à la fois interne et sur le monde. Mais, puisque tous les États n'adhèrent pas aux structures communautaires et que l'Union européenne n'est pas totalement ouverte, elles n'ont pas disparu. Enfin, la conception de la frontière a changé puisque celle-ci ne joue plus le même rôle qu'auparavant (entrées dans un État par un aéroport, contrôles des flux ailleurs qu'aux points d'entrée sur le territoire...).

L'étude des inégalités et disparités socio-spatiales de l'Union européenne doit être réalisée à l'échelle continentale. Elle débouche, comme pour les classes de ES/ L, sur un **croquis** mettant en relief le gradient Ouest/Est et, à l'Ouest, les auréoles d'inégal développement. Les limites de la politique structurelle dans un contexte de crise sont évoquées mais on se garde de développer ses composantes.

Document D : Jacques Lévy, *Europe, une géographie*, Hachette Education, Paris, 2011, p. 9-10.

L'Europe ne doit pas être considérée comme un cadre conventionnel dont il suffirait de détailler le contenu, mais comme un problème géographique de première importance, à la fois par les défis théoriques qu'il engage et par les enjeux de société qu'il recèle. [...]

De même que Vidal ne s'intéressait, dans son *Tableau*, ni à l'espace français, ni à la position de la France dans un espace plus vaste, de même les ouvrages de géographie sur l'Europe tendent souvent à traiter l'aire européenne et ses découpages internes comme évidents au départ. L'option prise ici repose au contraire sur l'idée que l'explicitation des logiques spatiales doit se placer au centre de la démarche de la géographie, faute de quoi celle-ci ne serait pas seulement une « science annexe » de l'histoire, mais une annexe de son propre projet. L'Europe est un *problème*, et les sciences sociales s'y intéressent en puisant, outre leurs ressources propres, dans les intuitions souvent remarquables de travaux philosophiques. L'Europe est aussi, et peut-être d'abord, un problème géographique, un problème de géographie. On le vérifiera d'emblée : la vigilance qui doit déjà s'appliquer à n'importe quel objet géographique identifiable comme « la France » ou « Paris », réalités dont l'organisation interne, les limites et la substance paraissent pourtant, en première approche, faciles à identifier, s'impose *a fortiori* dans le cas de l'Europe, espace aux significations variables, aux frontières floues, aux situations entremêlées. [...]

En croyant parler du Monde, les sciences sociales, la philosophie, les arts des Européens ont dit beaucoup sur l'Europe. Exploiter les « sources de l'Europe » consiste souvent à re-contextualiser des connaissances qui revendiquaient, par des raccourcis non justifiés, l'universel. Remettre l'Europe à sa place, c'est en faire une « province » du Monde parmi d'autres [...]

La géographie proposée ici n'hésite pas à faire des détours par la philosophie pour aider à mieux lire le journal : aux échos multiples qu'échangent recherche et didactique, s'en ajoute un autre, tout aussi puissant. [...]

Avec l'ouverture des sens du mot « Europe », résonnent – ce n'est pas tout à fait un hasard – une certaine indétermination de la réalité présente, une orientation hésitante de son mouvement historique. La « construction européenne », les débats et les enjeux que nul ne songe plus désormais à éluder, constituent à la fois un *mobile* et une *destination* pour qui s'intéresse à l'Europe. Chaque jour, des configurations géographiques contradictoires circulent, constituant autant de projets et de programmes. Lire l'Europe comme de la politique en actes, chercher, si peu que ce soit, à influer sur son devenir, cela passe aujourd'hui par la géographie. Les représentations des futurs à craindre ou à souhaiter se trouveront, se trouvent déjà peut-être, sur nos cartes de l'européanité.

Document E : Jérôme Fenoglio, « Avec le Brexit, l'Union européenne subit un désaveu majeur », *Le Monde*, 24 juin 2016. [En ligne]

N.B. Jérôme Fenoglio est le directeur du journal Le Monde

L'Union européenne (UE) vient de subir un désaveu majeur. Elle a été rejetée, jeudi 23 juin, par une majorité de Britanniques. Dans sa sobre et brutale vérité, telle est la leçon du référendum organisé par le premier ministre conservateur, David Cameron. Cela veut dire que la deuxième économie de l'Union – après l'Allemagne – quitte le projet européen. Cela veut dire que l'un des rares pays de l'UE à disposer d'un appareil de défense conséquent et d'une diplomatie de poids délaisse l'Europe.

Le plus mauvais réflexe aujourd'hui serait de penser que cette affaire se résume à une décision catastrophique prise par les Britanniques.

Par quelque bout qu'on prenne cette triste affaire, elle est une défaite pour l'UE, qui en sort affaiblie à l'intérieur de ses frontières et dont l'image à l'extérieur est celle d'une entité sur le déclin. On peut penser que c'est injuste au regard du bilan considérable qui est celui de l'Europe. On peut juger que M. Cameron a été un bien piètre défenseur de l'Union – le chef conservateur est fondamentalement un eurosceptique qui a rarement eu un mot en faveur de l'UE. On peut penser que les Britanniques prennent un risque énorme. C'est désormais leur affaire, ils ont tranché, démocratiquement. Ils mettent fin à quarante-trois ans de participation à un projet européen qui ne leur a pas mal réussi.

Mais nous pensons d'abord à l'Europe, aux 27 Etats qui la constituent dorénavant. L'UE encaisse un revers de proportion historique. Les 27 ne peuvent pas ne pas en tirer les conséquences. Le pire serait de continuer comme avant, avec une dynamique qui, à tort ou à raison, génère bien plus d'euroscepticisme que d'euro-enthousiasme.

Le plus mauvais réflexe aujourd'hui serait de penser que cette affaire se résume à une décision catastrophique prise par les Britanniques, le repli sur leur insularité, et qu'elle n'empêchera pas le projet européen de continuer comme « avant ». La posture la plus irresponsable serait de tout mettre sur le dos de la démagogie, de la xénophobie et des mensonges qui ont marqué la campagne menée par les dirigeants conservateurs partisans du « Brexit ». On peut certes dénoncer les facilités du populisme électoral, en l'espèce cyniquement exploitées par un Boris Johnson, l'ancien maire de Londres. Mais cela ne veut pas dire qu'il faille renoncer à comprendre ce réflexe de rejet européen ni à avoir un regard autocritique sur l'UE telle qu'elle va. Car, si l'on cède à cette facilité, alors, très vite, le détricotage de l'UE se poursuivra, avec, ici et là, des demandes de référendums similaires, et d'autres départs. Si l'on veut, au contraire, que ce 23 juin ne marque pas le début du délitement de l'Union européenne, alors l'UE doit considérer que le référendum d'outre-Manche l'oblige à une réflexion profonde sur ce qu'elle doit être et le tournant qu'elle doit prendre.